

# LE GRAND ISRAËL EN MARCHÉ

par Jean-François Legrain

L'OPÉRATION Paix pour la Galilée, lancée en juin 1982 et menée jusqu'à Beyrouth, n'a pu étonner que les innocents ou ceux qui voulaient croire à la version officielle, qui parlait d'une opération limitée à une profondeur de 40 km afin de désamorcer la réprobation internationale. Préparée depuis plusieurs années par l'état-major israélien, avec consultation des stratèges américains, elle visait à la destruction physique des chefs et des combattants de l'OLP, ainsi qu'à l'anéantissement de ses structures socio-politiques parmi la population civile. Surtout, une telle décision découlait directement des options du Likoud, approuvées par l'électorat israélien depuis 1977, concernant le présent et l'avenir des territoires occupés.

Jusqu'en 1977, les territoires occupés représentaient dans les mains des gouvernements travaillistes une monnaie d'échange avec les pays arabes. Une partie de ces territoires pourrait être rétrocédée à chacun des pays de la confrontation en échange d'accords de paix ; on éviterait ainsi la création d'un Etat national, le problème palestinien ayant été « résolu » par les régimes en place. Le pouvoir travailliste devait inaugurer en 1967 une politique d'implantations dont la géographie témoigne de cette visée globale, esquissée par Ygal Allon, alors vice-président du Conseil : création d'un cordon de sécurité dans la vallée du Jourdain grâce à un chapelet de colonies agricoles, protection de Jérusalem « réunifiée » par une ceinture de « forteresses résidentielles » ; les zones à forte densité palestinienne seraient rendues au royaume hachémite, reliées par un corridor passant à Jéricho. Afin de permettre son retour à l'Egypte, la majeure partie du Sinaï restait vierge d'implantations, tandis que le Golan, zone prioritaire de sécurité, se couvrait de multiples colonies agricoles, la majorité de la population arabe ayant été chassée dès 1967.

L'arrivée au pouvoir du trio Begin-Sharon-Shamir signifie la prise en main des affaires par les « sionistes révisionnistes », héritiers de Jabotinsky,

partisans du « Grand Israël » (aux frontières mal définies mais qui englobent le sud-Liban, la rive orientale du Jourdain – Transjordanie –, le Sinaï, sans oublier bien sûr Galilée, Samarie et Judée). Dès 1977, le gouvernement israélien proclame sa ferme intention de ne jamais « amputer » Israël de ses territoires « libérés » en 1967, le Sinaï mis à part. Une telle position peut être résumée par l'exclamation du général Sharon devant Oriana Fallaci : « Les rendre ? Vous plaisantez. On ne peut rendre que ce qui ne vous appartient pas. La Judée et la Samarie nous appartiennent depuis des milliers et des milliers d'années. Depuis toujours. La Judée et la Samarie, c'est Israël ! Et Gaza aussi ! »

Il était évident qu'une telle politique impliquait la destruction de toute revendication nationale palestinienne : par conséquent l'élimination de l'OLP, son vecteur politico-militaire. Cette nécessité était d'autant plus urgente que l'OLP risquait de devenir un interlocuteur reconnu par la communauté internationale – le respect scrupuleux du cessez-le-feu de juillet 1981 prouvait sa crédibilité diplomatique – et qu'il était connu qu'Arafat se contentait désormais de réclamer la Palestine arabe, créée par l'ONU en 1947. Menace directe contre l'expansionnisme israélien<sup>2</sup>.

Le rejet du plan Reagan par M. Begin et celui d'une rencontre avec le roi Hussein sur la base de ce plan confirment ce refus de reconnaître le droit des Palestiniens à l'existence. Pour Israël, toute négociation doit s'inscrire dans la dynamique des accords de Camp David, accords dont l'interprétation béginienne alléguée se trouve rejetée par les deux autres cosignataires. L'autonomie transitoire ne viserait que les populations, les territoires étant eux-mêmes annexés, et ne déboucherait en aucun cas sur une autodétermination des Palestiniens.

Nous assistons actuellement aux premiers résultats tangibles de la mise en œuvre de cette politique. La Cisjordanie se trouve dorénavant totalement imbriquée dans Israël, tandis que dans le même temps des structures d'apartheid s'inscrivent dans le paysage même et fondent une annexion *de facto*.

Les liens de plus en plus étroits qui enserrant la Cisjordanie et Gaza dans la dépendance d'Israël concernent les domaines politiques, économiques et sociaux. Depuis 1980, les autorités d'occupation s'attachent à détruire systématiquement toutes les structures « nationales » palestiniennes, ou ce qui en tient lieu, dans les ordres symbolique et administratif : expulsion ou destitution des maires élus, dissolution des conseils municipaux et villageois, étouffement financier des municipalités et des sociétés de bienfaisance (Croissant-rouge, hôpitaux Maqassed, Union des femmes...). Aucun domai-

1. Dans *Le Nouvel Observateur*, 28 août 1982.

2. Cette thèse trouve un appui dans les propos de M. Sharir, ministre israélien du tourisme qui révèle, le 13 janvier 1983, que l'OLP avait proposé à Israël, deux mois avant la guerre, un « accord de non-agression ».

ne ne reste étranger aux interventions quotidiennes de l'occupant : parmi les dernières en date, rappelons les ingérences dans les affaires religieuses, avec la tentative d'expulsion de l'archevêque arménien<sup>3</sup>, et dans les affaires universitaires, avec l'obligation pour les enseignants étrangers de signer un « serment d'allégeance » à Israël<sup>4</sup>. Sur le plan économique, la Cisjordanie et Gaza meurent d'asphyxie : en entravant l'investissement productif, la modernisation du matériel industriel et le crédit, en confisquant les terres et en restreignant l'utilisation de l'eau, Israël condamne cette économie à la mort lente, favorisant l'émigration de la main-d'œuvre palestinienne qualifiée vers le monde arabe et l'Occident, tout en se réservant l'exploitation à bas prix de la main-d'œuvre non qualifiée. La Cisjordanie devient par le même mouvement le premier importateur de produits israéliens<sup>5</sup>.

La répression individuelle et collective, quant à elle, se poursuit avec autant d'acharnement. Un procès en cour martiale d'officiers et de soldats israéliens a révélé des ordres écrits de l'état-major visant à « harceler indistinctement » la population palestinienne dans son ensemble, et pas seulement les manifestants éventuels : garder à vue durant dix jours tous les suspects ou personnes figurant sur des listes pré-établies, renouveler ces arrestations de façon régulière, tirer dans les *jambes* des manifestants (il y eut de nombreux morts durant la répression des manifestations de mars-mai 1982 !), faire payer de très grosses amendes à tous les contrevenants, telles sont les mesures préconisées officiellement par le général Eytan, afin de pousser à l'exode une population effondrée<sup>6</sup>. A ces mesures de répression étatique, s'ajoute depuis quelque temps la montée du terrorisme des colons : plasticage de la mosquée al-Aqça et de diverses écoles, usage d'armes de guerre contre la population, etc.<sup>7</sup>.

S'étant assujéti la société palestinienne, Israël jette les fondements d'une nouvelle société, « duale », ségrégative. Les bases juridiques de cet apartheid remontent au mois de mars 1979, quand un décret militaire porte création de conseils régionaux juifs en Cisjordanie ; un autre décret militaire, de mars 1981 celui-là, porte création de conseils locaux dans les cinq grandes colonies urbaines ; désormais la loi israélienne régit directement près des deux tiers de la Cisjordanie. Corollaire de ces créations est l'instauration d'une administration « civile », en novembre 1981. La population

3. *Le Monde*, 11 et 17 novembre 1982.

4. *Le Monde*, 23 novembre 1982.

5. Cf. *Le Monde diplomatique*, septembre 1981. Emile Sahliyeh, « West bank industrial and agricultural development ; the basic problems », *Journal of Palestine Studies*, hiver 1982, p. 55-69.

6. *Le Monde*, 6 janvier, 23-24 janvier, 19 février 1983.

7. *Libération*, 12-13 mars 1983. *Davar*, 17 décembre 1982, traduit in *Eurabia et Palestine Solidarité*, mars 1983.

8. Selon l'expression de M. Meron Benvenisti, ancien maire-adjoint de Jérusalem, in *The West Bank and Gaza Data, Base Project, pilot study report*, septembre 1982, 108 p., cité in *Jerusalem Post*, 10 septembre 1982.

« autochtone » relève désormais d'une administration dont les décrets ne sont plus « lois de sécurité », mais entrent dans le cadre de la législation israélienne. Deux populations se côtoient ainsi dans des territoires imbriqués mais pourtant séparés légalement, annexés pour partie à un Etat étranger, et relevant elles-mêmes de législations et d'administrations différentes.

Les structures de cet apartheid apparaissent dans le paysage même ; un réseau routier juif se développe, fort bien entretenu, dont la carte repose sur quelques principes précis : stratégie de défense rapide face à la Jordanie, drainage des travailleurs – colons et Palestiniens – vers Israël, quadrillage de sécurité et liaison directe entre les colonies, évitant les localités arabes. Les Palestiniens, quant à eux, utilisent le vieux réseau, moins bien entretenu : pourquoi emprunter une route qui ne dessert aucun village palestinien ?

Les implantations se multiplient et, fait nouveau, accueillent depuis quelques mois une population nombreuse, aux motivations et aux appartenances sociales nouvelles. Le Likoud, décidé à ne jamais négocier un retour des territoires, se doit de contrôler les zones à forte densité palestinienne et de les couper des villages arabes de Galilée. Le plan adopté se fonde sur la création de blocs de colonies cernant les villes palestiniennes, articulés autour de cinq grandes colonies urbaines. Nous assistons actuellement à la construction accélérée de ces villes et à la prise de possession de leurs habitants : entre l'été 82 et la fin de l'année, par exemple, quelque 800 familles se sont installées à Maale Adunim, à 15 km de Jérusalem, sur la route de Jéricho. Ces colonies d'un type nouveau, cités-dortoirs de Jérusalem et de Tel Aviv, et non plus implantations agricoles, attirent une population souvent très jeune, entre 30 et 35 ans, issue des couches moyennes. Ce n'est plus l'esprit pionnier socialisant ou les convictions religieuses qui animent ces nouveaux colons, mais tout simplement leur intérêt bien compris, attirés qu'ils sont par les facilités financières offertes par le gouvernement et les organisations sionistes, par le biais de prêts pour partie non indexés (or l'inflation se monte à 135 %) et aux intérêts insignifiants, par la gratuité de certains services, le prix avantageux du terrain sur lequel tout individu peut construire le « cottage » de ses rêves, etc. Grâce à ces mesures un logement dans les territoires occupés revient en moyenne à un tiers ou moitié moins cher qu'en Israël même<sup>9</sup>.

Peu à peu s'établissent des structures d'apartheid : eau, électricité, routes sont partiellement séparés des réseaux palestiniens ; la poste, les télécommunications, les ramassages scolaires et ouvriers, les marchés agricoles et industriels, sans oublier les habitations, sont séparés ; les lois et les administrations sont différentes sur des territoires annexés *de facto*. Le peuple palestinien se voit contraint de choisir entre l'émigration et la ségrégation dans son propre pays, dont la propriété et le contrôle lui échappent.

9. *Jerusalem Post*, 7, 14 et 21 janvier 1983.

Cette politique annexionniste jouit d'un soutien quasi général parmi la population israélienne. L'annexion de Jérusalem dans le cadre de sa « réunification » (juin 1967, mai 1970 et juillet 1980), depuis Ramallah au nord jusqu'à Bethléem au sud, avec une profonde incursion dans le désert de Judée, constitue un fait irréversible pour la conscience israélienne dans son ensemble. L'annexion du Golan (14 décembre 1981) n'a suscité quasiment aucune opposition de la part de l'opinion publique israélienne, tandis que l'annexion rampante de la Cisjordanie et de la bande de Gaza n'est contestée que par une frange très minime de la population.

Le « camp de la paix » israélien ne compte en fait que quelques milliers d'individus regroupés autour du Comité contre la guerre au Liban, issu du Comité de soutien à l'université de Bir Zeit, du parti Shelli, d'où est issu le Comité pour la paix Israël-Palestine, des Panthères noires, et du parti communiste Rakah ; il faut y joindre le mouvement La paix maintenant, proche du Parti travailliste. Parmi les grands noms de ce camp, on trouve Israël Shahak, président de la Ligue israélienne des droits de l'homme, Benjamin Cohen, président du Comité israélien contre la guerre au Liban, Mattiyahu Peled et Uri Avnery<sup>10</sup>. Il ne faut en tout cas pas se tromper dans l'interprétation de la grande manifestation du 26 septembre 1982, qui regroupa 400 000 personnes, suite à la révélation des massacres de Sabra et Chatila. Il n'était aucunement question de contester la politique palestinienne du gouvernement, mais de réclamer la constitution d'une enquête. Cette manifestation témoignait une réaction d'abord morale des mouvements de kibboutz et d'intellectuels (le plus souvent ashkenazes), dont on a vu l'absence de conséquences politiques.

Dès lors, le soutien quasi général accordé à la politique du Likoud en matière d'annexions et d'implantations risque bien de traduire l'évolution de la société israélienne, tant dans les domaines sociaux que dans les domaines économiques et stratégiques.

Depuis seize ans, maintenant, ces territoires appartiennent à l'imaginaire israélien ; des milliers de jeunes ont toujours connu Jérusalem, Naplouse et Hébron sous la domination juive et il ne leur viendrait plus à l'idée de quitter ces terres. Aux sionistes religieux ou ultra-nationalistes qui de tout temps ont revendiqué le Grand Israël s'ajoutent les Israéliens moyens, laïcs, pour qui les habitudes et les avantages tirés de l'occupation ont peu à peu transformé l'état de fait en état de droit.

A cet état « psychologique », il faut ajouter les nécessités économiques. Si les sionistes de la création de l'Etat visaient à l'édification d'une société

---

10. L'idéologie de ce mouvement est en pleine mutation. Il a fallu attendre par exemple le 3 juillet 1982 pour que La paix maintenant s'engage contre la guerre du Liban et organise un défilé à Tel Aviv, dont le mot d'ordre se limitait uniquement à l'arrêt des hostilités. Jusqu'à cette date, le mouvement avait toujours refusé de soutenir le Comité contre la guerre au Liban, dont les revendications sont beaucoup plus politiques (cf. Benjamin Cohen, *Le Quotidien de Paris*, 9 août 1982). C'est en tout cas la seule organisation capable actuellement de mobiliser un grand nombre d'opposants réels à la politique de Begin.

juive indépendante de ses voisins (cf. la politique du « travail juif »), très vite la réalité israélienne s'est transformée en un fait colonial<sup>11</sup>, par le biais d'abord de l'exploitation des masses arabes « intégrées » à l'Etat, puis, dans un cadre plus large, avec les conquêtes de 1967. Imbriqués dans les circuits économiques israéliens, les territoires occupés sont devenus indispensables à leur fonctionnement ; leur rétrocession provoquerait inmanquablement l'effondrement de pans entiers de l'édifice économique. La main-d'œuvre en provenance des territoires, non seulement fournit un travail sous-payé, mais encore alimente les diverses caisses sociales israéliennes par ses cotisations, sans pouvoir bénéficier en retour de ses protections. Sans elle, les gros travaux d'équipement – dans la construction principalement – ne sauraient être menés ; les entreprises à l'équilibre financier précaire feraient faillite immédiatement. D'autre part, la Cisjordanie absorbe 25 % des exportations israéliennes, se plaçant au premier rang de ses clients.

Pareils impératifs économiques ne sont d'ailleurs pas étrangers à l'invasion du Liban. De septembre à décembre 1982, les échanges économiques avec Beyrouth se sont montés à dix fois le volume des échanges de l'année entière avec l'Egypte... Par le Liban, Israël exporte des produits vers la Syrie et l'Irak<sup>12</sup>. Ceci explique l'intransigeance israélienne dans les négociations sur le maintien de l'ouverture de la frontière.

M. Begin ne peut se permettre de menacer l'économie israélienne déjà bien malade, ce qui accentuerait inmanquablement les clivages internes : clivages sociaux calqués sur les divisions ethniques. Une aggravation de la situation toucherait de plein fouet son électorat le plus important, la communauté sépharade. Jamais intégrée réellement au pays – que le fait ait été voulu ou non par les autorités politiques ashkénazes, la question reste ouverte<sup>13</sup> –, cette communauté constitue dorénavant la première du pays en nombre, tandis qu'elle demeure aux niveaux subalternes dans tous les domaines d'activité. Son mécontentement, elle l'a fait connaître en 1977, par son rejet de l'*establishment* travailliste, symbole à ses yeux de l'oppression ashkénaze depuis la création de l'Etat, et l'a maintenu en 1981. Première victime de la crise économique, la communauté sépharade se jette à corps perdu dans le jusqu'au-boutisme, principalement face au monde ara-

11. Maxime Rodinson, début 1967, a donné un état du débat (cf. « Israël, fait colonial ? », numéro spécial des *Temps modernes* sur « Le conflit israélo-arabe », repris dans *Peuple juif ou problème juif?*, Maspero, 1981). Après 1967, le caractère colonial de la politique israélienne dans les territoires occupés semble encore plus évident (cf. le colloque de Bruxelles 1981, *Les Arabes dans les territoires occupés par Israël*, Vie ouvrière, Bruxelles 1981, – et Pierre Vidal-Naquet, *Libération*, 23, 24-25, 26 avril 1982).

12. *Le Monde*, 31 décembre 1982.

13. Cf. « Le second Israël », numéro spécial des *Temps modernes*, mai 1979 ; Haroun Jamous, *Israël et ses Juifs, essai sur les limites du volontarisme*, Maspero, 1982. Les Panthères noires, jadis puissantes, n'ont pour seule représentant à la Knesset que Charlie Bitton, proche du parti communiste et partisan de la création d'un Etat palestinien. Le 15 janvier, avec La paix maintenant, elles ont manifesté à Efrat (colonie près de Bethléem) leur opposition à la colonisation (cf. *al-Fajr Weekly*, 21 janvier 1983).

be dont elle est issue et qu'elle charge de tous les maux ; elle rejoint par là les faucons ashkénazes, irrédentistes par idéologie.

A ces diverses raisons socio-politiques, il faut ajouter l'éternel argument de la sécurité, allégué par les Travailleurs bien avant 1967 déjà. Cependant, si Moshé Dayan revendiquait une « profondeur stratégique » maintenant les forces armées arabes à une certaine distance des points névralgiques, distance suffisante pour permettre une riposte, les nouveaux stratèges au pouvoir évoquent au contraire l'« éparpillement » des forces israéliennes, tant physiques qu'économiques et stratégiques, forces mêlées aux Palestiniens, pris en otages face à une éventuelle menace nucléaire. La Samarie devient par exemple le centre des industries israéliennes les plus avancées techniquement, principalement dans le domaine électronique<sup>14</sup>.

Toutes ces raisons conjoncturelles ne font, en fait, que conforter l'orientation essentielle du sionisme pour qui l'espace constitue le pivot<sup>15</sup>. Contre l'expérience marxiste qui désignait la déspatialisation de l'identité juive, liée à une transformation des rapports de production, comme solution de la « question juive », le sionisme préconisa la constitution d'une nouvelle entité spatiale, lieu de la judéité, avec le shtetl (communauté villageoise juive d'Europe centale) pour modèle, mais vaste et autonome, sur un territoire unique qui sera, par décision politique, la Palestine redécouverte. Une fois le territoire délimité et conquis, le pouvoir en planifie l'occupation par un volontarisme exemplaire<sup>16</sup>. En occupant de nouvelles terres après la guerre des six jours, Israël se trouve confronté aux mêmes exigences qu'après 1948 ; afin de préserver son autonomie et sa judéité étatique, il se doit soit d'expulser les non-Juifs, soit de les contenir dans un statut à part. Comme en 1948, les deux solutions furent mises à contribution : les Druzes du Golan furent chassés, les Palestiniens poussés à l'exil par la politique que nous avons décrite, tandis que l'apartheid se met en place pour ceux qui restent.

Quels facteurs pourraient un jour peut-être remettre en question cette politique impériale ? D'entrée de jeu, nous pouvons écarter, semble-t-il, une victoire militaire arabe ou palestinienne ; l'éparpillement des forces militaires palestiniennes, les désunions profondes entre pays arabes, minés pour beaucoup par des régimes dictatoriaux, et l'écrasante supériorité militaire israélienne rendent toute victoire arabe difficilement concevable. Un retournement de la conscience israélienne semble lui aussi improbable. Il faudrait un décentrement de la judéité en dehors d'elle-même, une ouverture à une conscience politique et morale universelle... Les réactions fort limitées

14. Oded Yinon (conseiller de M. Shamir), « Stratégie pour Israël dans les années 80 », *Kivunim*, n° 14, février 1982, traduit in *Revue d'études palestiniennes*, n° 5, automne 1982, p. 82 ; *Davar*, 7 décembre 1982, traduit in *Eurabia*, février 1983.

15. Uri Eisenzweig, *Territoires occupés de l'imaginaire juif*, Bourgois, 1980.

16. Haroun Jamous, *op. cit.*

à la comédie du couple Begin-Sharon qui a fait suite aux recommandations de la commission Kahane laissant deviner la longueur du chemin qui reste à parcourir. La démocratie israélienne s'arrête aux portes de la judéité ; lavée de l'opprobre par l'incantation démocratique, l'armée israélienne peut poursuivre en toute quiétude son œuvre impériale sur les peuples arabes.

Deux facteurs de changement peuvent cependant être envisagés. La première « menace » viendrait des Etats-Unis. On peut imaginer que, suite à une poussée révolutionnaire interne à certains pays arabes producteurs de pétrole et appartenant à l'orbite américaine, les Etats-Unis soient contraints de calmer les ardeurs de leur premier allié dans la région ; élément d'une pacification arabe, la rétrocession d'une partie de la Cisjordanie au roi Hussein serait envisageable. Une réduction significative de l'aide civile américaine précipiterait la crise économique – les Etats-Unis ne peuvent se permettre de toucher directement à la Défense, sinon symboliquement – et adoucirait M. Begin. Pourtant les Etats-Unis sont-ils décidés à payer ce prix ? L'histoire récente montre qu'ils n'ont pas hésité à sacrifier Sadate sur l'autel de leur soutien inconditionnel à Israël. Seront-ils prêts à sacrifier le régime saoudien ou celui de tel ou tel Etat du Golfe ?

L'autre « menace », structurelle celle-là, réside dans la démographie. Selon les prévisions de l'Organisation sioniste mondiale, la Cisjordanie – sans compter Jérusalem – devrait compter fin 1986 entre 80 et 100 000 Juifs ; dans trente ans, 1,4 million d'Israéliens côtoieraient 1,6 million de Palestiniens<sup>17</sup>. De telles projections laissent rêveur. Un premier phénomène, aux incidences considérables pour l'histoire d'Israël, concerne le renversement de la balance entre l'émigration et l'immigration. En 1980, le nombre de Juifs quittant Israël dépasse l'apport de l'alya, puisque 27 000 départs sont enregistrés pour 20 428 entrées<sup>18</sup> ; la situation s'est encore aggravée en 1981, qui n'a connu que 12 579 immigrants pour plus de 20 000 départs. A ce phénomène menaçant à long terme s'ajoute le déséquilibre croissant dans la répartition de la population israélienne entre Juifs et non-Juifs. Tandis que l'accroissement annuel de la population juive est de 2,53 %, celui de la population arabe israélienne atteint le taux record de 3,93 %<sup>19</sup>.

Ces deux phénomènes, conjugués à l'émigration juive d'Israël vers la Cisjordanie, ont conduit ces derniers temps à une déjudaïsation de la Galilée. Suite au départ des Juifs touchés par le chômage et la crise économique vers les banlieues de Tel-Aviv ou des territoires, la terre est laissée à l'abandon –

---

17. *Jerusalem Post*, 7 janvier 1983.

18. *Statistical Abstracts of Israël*, n° 33, 1982 ; *id.*, 11 janvier 1983, cité par l'Agence télégraphique juive.

19. Meron Benvenisti, *op.cit.* Ces chiffres diffèrent de ceux de Amnon Sufer, *Yediot Aharonot*, 18 novembre 1982, traduit in *al Far Weekly*, 26 novembre 1982, pour qui l'accroissement juif serait de 1,5 % et de 5,4 % pour la population arabe. Le rapport officiel du général Koenig, gouverneur de Galilée, en 1977, avançait les chiffres de 1,5 et 5,9 %.



il est interdit de la vendre aux Arabes – tandis que des observatoires sont établis aux points stratégiques afin de préserver une présence juive<sup>20</sup>. Si une telle inflexion devait se poursuivre, nul ne peut en prévoir les effets quant aux relations entre les populations arabes israéliennes et celles des territoires. On peut craindre cependant une précipitation juive israélienne vers les solutions extrêmes...

Jean-François Legrain

## D'un exil à l'autre\*

**D**ÉPUIS 1967, la Cisjordanie s'est métamorphosée sous les coups de l'occupation au point d'en perdre son nom et de devenir fictivement la Judée-Samarie. Comment résister à cette entreprise de colonisation, à l'intolérance des Gush Emunim, aux humiliations quotidiennes ? Le Palestinien de Cisjordanie n'a-t-il d'autre choix que l'exil, l'installation à Amman, en Jordanie, ce départ de l'autre côté du Jourdain que symbolisera le franchissement du pont Allenby, ou bien, s'il décide de rester, la colonisation de l'esprit ? « Je pense beaucoup aux choix que les Samidin se sentent obligés de faire : exil ou capitulation et soumission à l'occupant, d'un côté ; haine aveugle et dévorante, vengeance pour les torts subis de l'autre. C'est dans la conception de ce choix que réside le piège. On ne peut pas nous imposer des états d'esprit. En ce domaine, vous restez libre [...] parce que votre esprit est l'unique bien que vous pouvez interdire à votre oppresseur de toucher » (p. 58). L'épreuve quotidienne du *sumud* (qui signifie *ténacité* en arabe) est celle de la persévérance.

Respectueux de la vie quotidienne, peu suspect d'idéologie, Raja Shehadeh<sup>1</sup> s'interroge tout au long de cet ouvrage sur la possibilité de rester *sumud*, de « tenir bon », de ne pas opter pour le pont Allenby, pour l'exil. Cet ouvrage pudique s'en prend à toutes les pornographies de l'idéologie et de la politique. Sans mépris aucun, sans agressivité, Shehadeh se demande comment l'exil rend pornographe. « Quand on est exilé de sa terre, on commence, comme un pornographe, à penser à cette terre en termes symboliques. On articule son amour pour sa terre en l'absence de cette terre et, dans ce processus, on le transforme en quelque chose d'autre » (p. 116). Comme dans une histoire d'amour impossible, il n'y a plus qu'un corps à corps fantasmatique et la terre aimée se transforme en idole.

Si cette réflexion hante R. Shehadeh tout au long de ce livre impressionnant, n'est-ce pas que l'exil lui fait peur ? L'exil palestinien peut vite conduire aux mêmes malentendus sur la terre aimée que l'exil juif. « Je réfléchis depuis quelque temps à ce que Robert entend par cette notion de "pornographie". Il l'associe à l'exil, et plus cet exil est long, plus la pornographie devient riche. Dans mes rapports avec la côte

20. Les expropriations se poursuivent pourtant. Tout récemment, d'ailleurs, une vingtaine de villages arabes de Galilée sont passés sous le contrôle du conseil local des implantations juives de Misgav ; les expropriations « pour le bien public » pourront se faire sans problème (cf. *Libération*, 30 mars 1983).

\* A propos de Raja Shehadeh, *Tenir bon*, Seuil, 1982.

1. Avocat à Ramallah, l'auteur a déjà publié, avec Jonathan Kuttab, *The West Bank and the Rule of Law*.